



02 juillet 2025

# Temps forts de la partie de session de l'été 2025 de l'APCE

La troisième partie de la session 2025 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est tenue à Strasbourg du 23 au 27 juin 2025. La session a été marquée par des débats d'urgence sur les droits des femmes en Europe, la catastrophe humanitaire à Gaza et l'extension du conflit au Moyen-Orient, ainsi que par des débats d'actualité sur les persécutions politiques en Géorgie et les défis de la Cour européenne des droits de l'homme. Une allocution du président ukrainien Volodymyr Zelensky devant l'Assemblée a également constitué l'un des faits marquants de la semaine de session.

## Thèmes

1. Temps forts de la troisième partie de session | 2
2. Interventions des membres de la DCE | 4
3. Discours devant l'Assemblée parlementaire | 6
4. Élections de juges à la Cour européenne des droits de l'homme | 6
5. Évènements spéciaux | 6

# 1. Temps forts de la troisième partie de session

## Discours du président Zelensky et signature de l'accord sur le tribunal spécial

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est rendu à Strasbourg le 25 juin pour signer un [accord](#) bilatéral avec le Conseil de l'Europe sur la création d'un tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine. Le Comité des ministres a mandaté le Secrétaire Général Alain Berset pour franchir ce pas décisif en signant l'accord au nom de l'organisation. L'Assemblée parlementaire avait notamment demandé la création de ce tribunal dans sa [résolution](#) de janvier 2023, dont le rapporteur était le conseiller national Damien Cottier (PLR, NE).

À cette occasion, le président ukrainien s'est exprimé devant l'Assemblée, répondant à plusieurs questions des parlementaires. Il s'agissait de sa première intervention en personne au Conseil de l'Europe. Le secrétaire général a par ailleurs présenté le calendrier de mise en œuvre de ce tribunal spécial lors de la séance de questions (cf. pt. 3).



S.E. Volodymyr Zelensky, Président de l'Ukraine devant l'Assemblée parlementaire ©CoE

## Débats d'urgence et d'actualité

Deux débats selon la procédure d'urgence ont été menés lors de cette session, l'un sur les droits des femmes en Europe et l'autre sur la catastrophe humanitaire à Gaza et l'extension du conflit au Moyen-Orient. L'APCE a aussi tenu deux débats d'actualité, le premier sur les défis actuels de la CEDH et le second sur la situation des victimes de persécutions politiques en Géorgie. Un débat selon la procédure d'urgence donne lieu à un rapport de la commission responsable, suivi d'un vote sur une résolution ou une recommandation, tandis qu'un débat d'actualité est une discussion sans rapport ni vote, visant uniquement à échanger sur une question d'actualité.

Le 22 mai 2025, neuf États membres du Conseil de l'Europe – le Danemark, l'Italie, la Belgique, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Autriche, la Pologne et la Tchéquie – ont publié une lettre ouverte appelant à un « nouveau dialogue ouvert » sur l'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) par la Cour. Leurs préoccupations portent principalement sur certains arrêts rendus dans le domaine de la migration. Réagissant à cette initiative pendant l'heure des questions, le secrétaire général, Alain Berset, a réitéré la mise en garde qu'il avait déjà formulée dans sa [réponse officielle](#) à la lettre. Selon lui, « ce n'est pas la bonne manière d'ouvrir une discussion politique sur un sujet. Le débat est sain, politiser la Cour ne l'est pas ». Cette lettre a toutefois motivé le **premier débat d'actualité**, lors duquel l'Assemblée s'est penchée sur la signification et la nécessité de la séparation des pouvoirs au sein du Conseil de l'Europe ainsi que sur l'importance du consentement des États à la légitimité, à la compétence et à la juridiction de la Cour. À cette occasion, le nouveau président de la Cour, [Mattias Guyomar](#), a pris

la parole devant l'Assemblée pour la première fois depuis le début de son mandat le 28 avril 2025. Il a rappelé la force que l'institution puise dans ses origines, c'est-à-dire dans la confiance que lui accordent les États membres. Lors du débat, le conseiller national [Pierre-Alain Fridez](#) (PS, JU) a tenu à faire le parallèle entre la lettre et le [rapport](#) présenté devant l'Assemblée en avril 2025 sur les expulsions collectives, lequel rappelle les droits absolus des migrants. Pour sa part, le conseiller national [Damien Cottier](#) a fait référence aux travaux en cours en Suisse en lien avec la motion Caroni ([24.3485](#)), qui demande au Conseil fédéral de s'associer à d'autres états parties à la CEDH afin de rappeler à la Cour sa mission première dans le cadre de la négociation d'un 17e Protocole à la CEDH.

Lors du **premier débat d'urgence**, l'Assemblée a appelé à une désescalade immédiate au Moyen-Orient, au respect du droit international et à un cessez-le-feu durable à Gaza, afin de protéger les civils et de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Le conseiller national [Damien Cottier](#) s'est exprimé au nom de son groupe politique (ADLE) et a souligné que l'accès humanitaire à Gaza doit être immédiat, complet et inconditionnel, rappelant qu'il s'agit d'une « obligation juridique fondamentale, et non d'une option » au centre des Conventions de Genève. Le conseiller national [Alfred Heer](#) (UDC, ZH) a rappelé que la libération des otages détenus par le Hamas constitue une priorité absolue, soulignant qu'une paix durable ne peut être réalisable qu'avec la fin de l'influence de groupes armés sur la population palestinienne. La conseillère nationale [Valérie Piller Carrard](#) (PS, FR) a appelé les États membres à s'engager activement pour garantir l'accès des ONG humanitaires à Gaza, afin qu'elles puissent assurer la distribution de l'aide alimentaire dans le respect du droit international.

Le **deuxième débat d'urgence** avait pour sujet les [droits des femmes](#) en Europe ainsi que les avancées et les défis y relatifs. L'Assemblée a alerté sur le recul préoccupant des droits des femmes en Europe et ailleurs, et a appelé à des mesures concrètes contre les violences sexistes, à la garantie de l'accès aux droits sexuels et reproductifs, et à la pleine participation des femmes à la vie politique. Elle a également dénoncé les campagnes anti-genre croissantes et réaffirmé que l'égalité de genre est une condition essentielle de la démocratie. La conseillère nationale [Valérie Piller Carrard](#) a pris la parole lors du débat.

Compte tenu du [retrait](#) de la délégation géorgienne de l'Assemblée parlementaire lors de la session de [janvier](#) dernier, le dialogue entre le pays et le Conseil de l'Europe est compromis. C'est pourquoi le [second débat d'actualité](#) a porté sur la situation de l'opposition politique dans les pays du Caucase. Les parlementaires qui ont pris la parole ont appelé à la libération immédiate des victimes de persécutions politiques en Géorgie et invité la délégation géorgienne à renouer le dialogue avec le Conseil de l'Europe.



Conseillère nationale Valérie Piller Carrard  
©Services du Parlement



Conseiller national Alfred Heer ©Services du  
Parlement

## 2. Interventions des membres de la DCE

### Débat sur la guerre en Ukraine et les prisonniers de guerre

Lors d'un débat conjoint sur la guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et la libération des prisonniers de guerre, le conseiller national [Damien Cottier](#) s'est exprimé en faveur de la création d'un tribunal spécial pour juger le crime d'agression de la Fédération de Russie (cf. pt. 1). Il a rappelé que le crime d'agression constitue la « mère de tous les autres crimes » et a appelé à un engagement parlementaire commun afin d'accélérer l'adhésion des États membres à ce tribunal. Le conseiller national [Pierre-Alain Fridez](#) a également pris la parole lors du débat.

### Droits humains et sport

Un deuxième [débat conjoint](#) a porté sur la place des droits humains dans le sport. Le conseiller national [Roland Rino Büchel](#) (UDC, SG) a souligné l'importance du sport et des institutions sportives, déclarant que le sport a le pouvoir de créer un changement dans nos sociétés en tant qu'outil de la démocratie, catalyseur de l'inclusion sociale et promoteur de l'égalité et de l'équité.



Conseiller national Damien Cottier ©Services du Parlement



Conseiller national Roland Rino Büchel ©Services du Parlement

### Mobilisation sociale

Lors de la session, le conseiller national [Pierre-Alain Fridez](#) a présenté un [rapport](#) de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable intitulé « Mobilisation sociale, troubles sociaux et réaction de la police dans les États membres du Conseil de l'Europe : un nouveau contrat social est-il nécessaire ? ». Face à l'augmentation des tensions sociales dans plusieurs États membres, l'Assemblée a adopté une résolution appelant à placer le dialogue au cœur du maintien de l'ordre et à repenser l'usage des armes intermédiaires, notamment en envisageant l'interdiction des lanceurs de balles de défense. Elle recommande également de renforcer la présence policière de proximité, de lutter contre le profilage ethnique et de mieux reconnaître le rôle des forces de l'ordre dans des contextes de plus en plus complexes.

Ce rapport, accepté par la majorité de l'Assemblée, était le dernier du conseiller national Pierre-Alain Fridez. Après presque 10 ans en tant que membre de la délégation parlementaire suisse au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, délégation qu'il a d'ailleurs présidée entre 2019 et 2022, Pierre-Alain Fridez quittera ses fonctions au sein de la délégation en septembre 2025. À travers les années, il a assumé plusieurs mandats de premier plan au sein de l'Assemblée, lui qui a été vice-président de l'Assemblée et président de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées. À la fin du débat, la présidente actuelle de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, [Mme Saskia Kluit](#), ainsi que le président de l'Assemblée, [Theodoros Rousopoulos](#) lui ont rendu hommage devant l'Assemblée sous les applaudissements de la salle.

## Terrorisme

Un projet de protocole d'amendement à la [Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme](#) a été proposé à l'Assemblée parlementaire. Ce projet de protocole s'inscrit dans une volonté de modernisation et vise à établir la première définition juridique paneuropéenne commune du terrorisme. Le conseiller national [Damien Cottier](#) a pris la parole pour souligner, entre autres, les inquiétudes partagées par la Suisse et d'autres acteurs institutionnels.

## Inclusivité

La conseillère nationale [Valérie Piller Carrard](#) a pris la parole au sujet du rapport « Promouvoir la participation inclusive dans la vie parlementaire : égalité de genre, accessibilité et politiques inclusives ». [L'Assemblée appelle](#) à rendre la vie parlementaire plus inclusive en garantissant l'égalité entre femmes et hommes, l'accessibilité des infrastructures et l'adaptation des procédures aux besoins des personnes avec responsabilités familiales ou en situation de handicap. Elle demande aux parlements et partis politiques de mettre en œuvre des plans d'action concrets pour éliminer les obstacles structurels et favoriser la diversité à tous les niveaux de la vie politique.

## Migration

L'Assemblée a tenu deux débats sur le thème de la migration. Le premier débat portait sur la protection des droits humains des [personnes migrantes en mer](#). Lors du deuxième débat, l'Assemblée a discuté du rapport sur les défis et besoins des acteurs publics et privés impliqués dans la [gestion des migrations](#). [Pierre-Alain Fridez](#) s'est exprimé au nom du groupe des socialistes, [Valérie Piller Carrard](#) n'a pas pu présenter son intervention faute de temps.

## Débat libre

Lors du débat libre, les conseillers nationaux [Roland Rino Büchel](#) et [Pierre-Alain Fridez](#) ainsi que la conseillère aux États [Marianne Binder-Keller](#) (Le Centre, AG) ont pris la parole devant l'Assemblée.



Conseiller national Pierre-Alain Fridez ©CoE



Conseillère aux États Marianne Binder-Keller  
©Services du Parlement

### 3. Discours devant l'Assemblée parlementaire

- [Robert Abela](#), premier ministre de Malte, a prononcé un discours devant l'Assemblée parlementaire. Malte, qui assume la présidence du Comité des Ministres, souhaite développer un dialogue entre les politiciennes et politiciens et les jeunes: au même titre que les parlementaires de l'Assemblée, un représentant de la jeunesse maltais a pu poser une question au premier ministre.
- [Ian Borg](#), vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et du Tourisme de Malte, s'est tenu [devant l'Assemblée](#) pour la communication du Comité des Ministres.
- [Gordan Grlić Radman](#), ministre des Affaires étrangères et européennes de la Croatie, a prononcé un discours devant l'Assemblée.
- [Alain Berset](#), secrétaire général du Conseil de l'Europe, s'est tenu devant l'Assemblée pour une [séance des questions](#).

---

### 4. Élections de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

L'Assemblée a élu [Hugh Mercer](#) au poste de juge à la CEDH au titre du Royaume-Uni



Élections des juges dans le cadre de l'APCE ©CoE

---

### 5. Évènements spéciaux

Les évènements spéciaux suivants ont eu lieu en marge de la partie de session.

#### **Prix Vigdís de l'empouvoirement des femmes 2025**

Le 23 juin 2025, le [Prix Vigdís](#) de l'empouvoirement des femmes a été décerné à l'organisation palestinienne « Women of the Sun », qui souhaite développer les op-

portunités pour les femmes de Palestine dans les domaines habituellement monopolisés par les hommes, en particulier la politique, les affaires et la technologie. Ce prix, remis conjointement par le Conseil de l'Europe et le gouvernement islandais, récompense des initiatives exceptionnelles visant à promouvoir l'empouvoirement des femmes dans toute leur diversité.

### **Cérémonie de remise des diplômes européens 2025**

Pierre-Alain Fridez a présidé la cérémonie de remise des diplômes européens qui récompensent des communes actives dans la promotion de l'idéal européen. Cette année, les lauréates étaient les communes de Montpellier (France), Brake (Allemagne), Heidelberg (Allemagne), Leipzig (Allemagne), Ottiglio (Italie), Sala Monferrato (Italie), Zaragoza (Espagne), Adana (Turquie) et Eskişehir (Turquie).

### **Groupes de visiteurs de la Suisse**

Au cours de la troisième partie de la session, des étudiantes et étudiants de Bremgarten (AG) ont pu rencontrer échanger avec la vice-présidente de la délégation suisse, la conseillère aux États Marianne Binder-Keller et assister au débat intitulé « Les droits des femmes en Europe – Avancées et défis ».

Parlamentsdienste  
Services du Parlement  
Servizi del Parlamento  
Servetschs dal parlament



#### **DCE**

Secrétariat de la délégation  
CH-3003 Berne  
erd.dce@parl.admin.ch  
parl.ch

**02 juillet 2025**